

Les consommateurs veulent voter sur la Prévoyance 2020

Référendum Comme «K-Tipp» en Suisse alémanique, le magazine romand «Bon à Savoir» va aider à la récolte des signatures.

Christophe Passer

christophe.passer@lematindimanche.ch

Dans sa prochaine édition, qui paraîtra le 31 mai, le magazine *Bon à Savoir* publiera la feuille nécessaire à la récolte des signatures en faveur du référendum sur la Prévoyance vieillesse 2020. La réforme, adoptée de justesse par l'Assemblée fédérale il y a quelques semaines, est profonde. Points principaux: retraite à 65 ans pour les femmes comme pour les hommes, deuxième pilier grevé par un taux de conversion baissant de 6,8% à 6%, bonus de 70 francs sur les rentes mensuelles des nouveaux retraités, hausse de la TVA en faveur de l'AVS.

Sur tout ce paquet, seule la hausse de la TVA est obligatoirement soumise au vote du peuple. Et c'est bien cela qui chiffonne Zeynep Ersan Berdoz, rédactrice en chef de *Bon à Savoir*: «Ce que nous souhaitons, c'est que la population puisse s'exprimer sur l'ensemble de la réforme. La hausse de la TVA est très peu représentative de la Prévoyance vieillesse 2020, ce n'en est qu'un petit élément: cela ne permet pas un vrai débat sur ce thème, et ce n'est pas sain pour la démocratie.»

Le référendum a déjà été lancé depuis quelques mois. Dans son comité romand, sous l'égide «NON à la hausse de l'âge de la retraite - NON à la baisse des rentes!» on trouve par exemple la Communauté genevoise d'action syndicale, l'Union syndicale vaudoise, les sections syndicales du SSP Vaud et Genève, SolidaritéS et d'autres militants du mouvement associatif et de gauche. Sur les 50 000 signatures nécessaires d'ici au début de juillet, environ la moitié ont ainsi déjà été récoltées. La votation sur la hausse de la TVA est prévue le 24 septembre et, si le référendum aboutit, il sera soumis aux citoyens en même temps. Il suffira alors qu'un seul des deux textes soit rejeté pour enterrer l'ensemble de la réforme.

La machine de guerre que représentent les 400 000 lecteurs de *Bon à Savoir* devrait rendre la fin de la pêche aux signatures



La rédactrice en chef de «Bon à Savoir», Zeynep Ersan Berdoz, ne donnera pas le moindre mot d'ordre ni la moindre consigne de vote. L. Gilliéron/Keystone

assez aisée. Ce d'autant que *K-Tipp*, son pendant suisse alémanique (900 000 lecteurs), publie lui aussi la feuille nécessaire à la récolte des signatures.

Cela signifie-t-il que *Bon à Savoir* s'engage carrément contre le paquet Prévoyance vieillesse 2020? «Non, souligne Zeynep Ersan Berdoz. Il n'est pas question pour nous de donner le moindre mot d'ordre ou une consigne de vote. Mais tout ce qui touche le porte-monnaie des citoyens concerne nos lecteurs. Nous allons travailler et informer sur la Prévoyance 2020, mais nous laisserons les gens se faire leur propre opinion.»

Pour l'instant, trois pages sur le sujet sont ainsi prévues dans l'édition de la fin du mois. «L'idée est de demeurer absolument factuel en prenant deux exemples. L'un au travers d'un jeune commençant sa vie professionnelle. Et le second en examinant ce qui va se passer pour une personne âgée de 44 ans aujourd'hui, un âge qui est le point de bascule concernant la Prévoyance 2020.» Dans un cas

comme dans l'autre, il s'agira pour le magazine de détailler les conséquences financières de l'ensemble des mesures.

Cumul des opposants

Reste que ce référendum très probable n'est pas une bonne nouvelle pour le conseiller fédéral Alain Berset, qui fut l'ardent défenseur de la réforme lors des âpres combats au Parlement. La Prévoyance vieillesse 2020 est ainsi aujourd'hui contestée par une partie de la gauche et des syndicats, mais aussi par l'Union suisse des arts et métiers (USAM), par une partie de la droite s'opposant à la hausse

«Nous souhaitons que la population s'exprime sur l'ensemble de la réforme. Mais pas question d'une consigne de vote»

Zeynep Ersan Berdoz, rédactrice en chef de «Bon à Savoir»

de 70 francs de prime pour les nouveaux retraités, par Gastro-Suisse et HotellerieSuisse, etc. On peut ajouter que la retraite à 65 ans passe évidemment mal auprès des femmes, et on se retrouve avec un important cumul possible de divers opposants. «Peut-être, mais ce n'est pas notre enjeu, explique Zeynep Ersan Berdoz. Nous ne faisons pas partie du comité référendaire. Nous aidons seulement à ce qu'un vote soit possible: cette réforme est un compromis qui doit être expliqué à la population.»

Ces dernières années, *Bon à Savoir* s'est engagé plusieurs fois sur le terrain politique. Par exemple en 2010, déjà contre la baisse du taux de conversion (qui fut d'ailleurs refusée par le peuple). En 2016, l'initiative «En faveur du service public», lancée par le magazine, échoua à 32,4% devant le peuple. «Nous soutenons aussi l'initiative «Stop à l'ilot de cherté - Pour des prix équitables», lancée l'automne dernier», rappelle la rédactrice en chef. Les consommateurs demeurent le plus grand parti de Suisse. ●

«Guéniat allait au-delà de la simple enquête»

Hommage Olivier Guéniat, chef de la police judiciaire neuchâteloise, s'est donné la mort lundi. Son ancien collègue André Duveillard raconte cet «homme à part», qui a «révolutionné l'enquête judiciaire».

Olivier Guéniat détonnait. Il était loin des clichés que l'on attribue parfois au cadre supérieur moyen des forces de l'ordre. Natif du Jura, son côté franc et sans détour caractérisait le personnage. Sans parler de sa justesse. Celle de l'intellectuel, celle de l'enquêteur. Olivier Guéniat, chef de la police judiciaire neuchâteloise, s'est donné la mort lundi à son domicile. Il était âgé de 50 ans. André Duveillard, ancien commandant des forces de l'ordre de Neuchâtel, a travaillé durant quinze ans aux côtés de ce policier «en marge du système, mais qui donnait le sentiment d'aller dans la bonne direction». Il a accepté de raconter «ce révolutionnaire, aux prises de positions parfois décalées par rapport à la pensée dominante de son corps de métier».

Du social dans le judiciaire

«Il lisait beaucoup, s'informait sans cesse», raconte André Duveillard. Certains disaient d'ailleurs qu'il avait toujours un avis sur tout. Cela pouvait agacer. Olivier Guéniat était un amoureux du débat.»

En écoutant l'ancien commandant de la police neuchâteloise, on décèle de l'admiration face à son collègue. «Il s'engageait au-delà de la simple pratique policière. Il ne se contentait pas d'enquêter, mais cherchait à connaître les enjeux plus larges d'une affaire. Il a révolutionné le travail de la police, grâce à cette

approche globale et pluridisciplinaire.»

Un exemple concret qui illustre ces propos? Le combat d'Olivier Guéniat contre la violence domestique. «Il avait décelé une augmentation du phénomène à Neuchâtel. Il voulait mieux la réprimer. Mais, au lieu de se contenter de la sanction, il a également développé un système de prise en charge des auteurs de ces violences, afin qu'ils soient mieux encadrés. Il savait anticiper. Mêler son bagage académique à sa connaissance du terrain. Il a amené une dimension sociale dans le judiciaire.»

Un docteur révolutionnaire

Mais certaines des idées du policier Guéniat pouvaient aussi désstabiliser ses collègues. Il soutenait notamment la régulation du marché du cannabis, par pragmatisme. «Les enquêteurs de la vieille école le voyaient au début comme un ovni, se souvient André Duveillard. Il était l'un des premiers à avoir suivi une formation universitaire en criminologie et en science forensique, dont il était docteur. S'il n'arrivait pas à convaincre du premier coup, il ne lâchait pas le morceau. Il expliquait à nouveau. Il n'a pas toujours fait juste, mais il savait apprendre de ses échecs. Il se remettait en question.»

Et de l'admiration on glisse à l'émotion. «Il faudra un certain temps pour se rendre compte du vide qu'Olivier Guéniat va laisser. Il faut espérer que sa vision de la criminalité va perdurer. Une génération d'enquêteurs a grandi avec lui. Mais en Suisse il n'y a pas cinquante Guéniat. Il a fait du décalage sa marque de fabrique. Il a secoué la baraque, car il était un révolutionnaire.»

Lucien Christen



Olivier Guéniat était réputé pour sa culture, lui qui «lisait beaucoup, s'informait sans cesse». Sabine Papilloud

Plus de 2800 personnes manifestent contre l'agro-chimie

Protestations Ils étaient 1300 à Morges (VD) et 1500 à Bâle hier à défilé pour exprimer leur crainte face à l'agriculture industrielle.

Des marches contre les multinationales de l'agrochimie ont eu lieu hier à Bâle et à Morges (VD), où Monsanto a son siège général pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. À Bâle, 1500 personnes ont défilé contre Syngenta et à Morges 1300. La marche pacifique était portée par des citoyens «inquiets des dangers causés par l'agriculture industrielle». Cette année, la marche s'est principalement focalisée

sur la fusion Bayer-Monsanto. Celle-ci, de même que la fusion de Syngenta-ChemChina, menace de créer des pôles dominants dans l'agrochimie, craint Greenpeace: «Il est temps de rappeler à ses dirigeants que la planète et la santé de la population ne sont pas à vendre.» Le modèle d'agriculture proposé par Monsanto ne peut garantir la prospérité de la production alimentaire mondiale, estime l'organisation écologiste. Les défis environnementaux tels que l'érosion des sols, la perte de fertilité et de biodiversité ne se régleront pas à coups d'agents de plus en plus toxiques. **ATS**



À Morges (VD) (à g.) comme à Bâle, les manifestants ont marché pacifiquement pour dénoncer le modèle d'agriculture que promeut la société nouvellement fusionnée Bayer-Monsanto. Photos Fabrice Coffrini, Keystone/Georgios Kefalas

